

**Discours et pratiques de pouvoir en Amérique latine,
de la période précolombienne à nos jours**

Premier Congrès du GIS Amérique latine

Rencontre pluridisciplinaire des latino-américanistes de France

Session Sciences Economiques

**Discours politiques et économie politique dans le Cône Sud-
Américain de l'après 19-12-2001**

Ruptures et continuités dans les régimes d'accumulation excluants au Brésil
et en Argentine depuis les élections de Lula et Kirchner :

(version de travail)

Alexis Saludjian¹

Résumé: Les élections présidentielles au Brésil et en Argentine (en 2002 et 2003 respectivement) se présentaient comme des moments politiques propices aux changements. Les programmes électoraux des candidats qui allaient gagner les élections promettaient une rupture à la mesure des crises et des problèmes causés par le néo-libéralisme triomphant du Consensus de Washington. Il convient donc de tirer un premier bilan des actions gouvernementales des deux présidents sans que celui-ci puisse être définitif. Dans cet article nous soulignerons les mesures des nouveaux gouvernements en matière de politiques sociale et de l'emploi, d'insertion internationale et par rapport à la dette et aux organismes financiers internationaux pour évaluer, au Brésil et en Argentine, si ceux-ci proposent une rupture ou la continuité des régimes d'accumulation excluants de la décennie 1990.

Mots clés: Politiques économiques, Argentine, Brésil, modèle de croissance.

Resumen: Las elecciones presidenciales en Brasil y Argentina (respectivamente en 2002 y 2003) se presentaban como momentos políticos propicios a cambios. Los programas electorales de los candidatos que iban a ganar las elecciones prometían una ruptura a la altura de las crisis y de los problemas causados por el neoliberalismo triunfante del Consenso de Washington. Por eso parece necesario hacer un primer balance de las acciones gubernamentales de los dos presidentes sin que este sea definitivo. En este artículo subrayamos las medidas de los nuevos gobiernos en materia de políticas del empleo y social, de inserción internacional y con respecto a la deuda y los organismos financieros internacionales y así evaluar si proponen una ruptura o la continuidad de los regímenes de acumulación excluantes de la década del 1990.

Palabras clave: Políticas económicas, Argentina, Brasil, modelos de crecimiento

Classification/clasificación JEL: O54, N16

¹ Docteur en Sciences Economiques, Université de Paris 13, CEPN-CNRS UMR 7115 et GREITD. Lauréat de la bourse Lavoisier du Ministère des Affaires étrangères. Courriels: saludjian@seg.univ-paris13.fr et alex_saludj@yahoo.fr.

Les élections présidentielles au Brésil et en Argentine (en 2002 et 2003 respectivement) se présentaient comme des moments politiques propices aux changements. En effet, l'ère de libéralisation de F.H. Cardoso (1994-2002) avait vu la croissance brésilienne stagner. La fin de la décennie Menem (1989-1999) en Argentine, meilleure élève du FMI, avait culminé par la grave crise argentine de 2001 conduisant à la démission du Président De La Rúa (parti Radical). Les programmes électoraux des candidats qui allaient gagner les élections promettaient une rupture à la mesure des crises et des problèmes causés par le néo-libéralisme triomphant du Consensus de Washington et de la *fin de l'histoire*. Il convient donc de tirer un premier bilan des actions gouvernementales des deux présidents sans que celui-ci puisse être définitif². Nous nous bornerons à souligner trois thèmes pour évaluer, au Brésil et en Argentine, si ces nouveaux gouvernements proposent une rupture ou la continuité du régime d'accumulation excluante présenté précédemment. Précisons que nous ne mettons pas exactement sur le même plan les élections dans les deux pays. Les arrivées au pouvoir de Lula et Kirchner renvoient à des trajectoires politiques personnelles bien différentes et à des moments historiques différents. Le premier, ouvrier et syndicaliste, a été dans l'opposition depuis la création du Parti des Travailleurs il y a 25 ans tandis que le second, avocat, gouverneur de la province pétrolière de Santa Cruz de 1991 à 2003 a une longue carrière politique d'exercice du pouvoir pour le parti péroniste.

Le programme du « candidat Lula » (*Carta ao Povo brasileiro*) pouvait laisser augurer d'un changement en profondeur de trajectoire d'accumulation et de croissance mettant la lutte contre la pauvreté et l'inégalité au cœur de sa politique économique³. Le « Président Lula » a rapidement pris le contre-pied de ses promesses de campagnes. Il a maintenu une politique monétaire de cible d'inflation avec un taux d'intérêt (*tasa SELIC*) le plus élevé au monde, garantissant aux banques nationales et étrangères des taux de rendements jamais atteints. Ces politiques libérales ont tout d'abord été présentées

² Voir (Paulani, 2004) pour une analyse de la politique économique de Lula et (Gonçalves, 2004) pour une étude comparative éclairante des politiques de Lula et de Kirchner.

³ En réalité cette vision était plutôt celle qui prévalait dans les médias internationaux car au Brésil et les observateurs étrangers avisés avaient déjà bien noté (et critiqué) la teneur libérale du programme du PT de Lula.

comme des mesures ponctuelles visant à affirmer la crédibilité du Brésil vis-à-vis des marchés financiers internationaux, du FMI et des pays du G7 et éviter un coup de marché comme cela a été le cas dans le passé. Le maintien de cette politique orthodoxe a amené certains partis de la base alliée du PT plus «à gauche» à critiquer puis à retirer leur soutien (PSTU, PCdoB) d'autres partis dits *physiologistes*⁴ ont cependant continué à soutenir le président Lula (PTB, PSB, PP). La recherche d'une nouvelle stratégie d'alliance de la part du PT pour soutenir la candidature à la réélection de Lula pour les élections présidentielles de 2006 a dans un premier temps semblé fructueuse tant les sondages donnaient Lula vainqueur quels que soient ses adversaires. Alertés par ces sondages, les partis d'opposition (PSDB de l'ex-président F.H. Cardoso et le PFL) ont participé - soutenus à grand renfort du puissant groupe médiatique *Globo* - à la mise sous pression du PT dans les affaires de corruption d'hommes politiques des partis alliés au parti du Président Lula⁵.

En Argentine et malgré des différences internes importantes au sein du parti péroniste, N. Kirchner a toujours soutenu les politiques de Menem lorsque ce dernier était Président (1989-1999) même si une fois au pouvoir il a parfois surpris en critiquant vivement la gestion de celui qu'il avait pourtant soutenu sans faille⁶. Il s'est ainsi positionné en faveur de la renégociation de la dette privée externe au côté du Ministre de l'économie R. Lavagna (aux affaires depuis l'arrivée la Présidence par intérim de Duhalde de 2002 à 2003). Il a soutenu le boycott d'entreprises transnationales (comme Shell en avril 2005) et a appelé à faire pression sur les entreprises transnationales implantées en Argentine depuis les privatisations (comme Aguas Argentinas détenue par le groupe français Suez des Eaux). Sans s'étendre sur ce sujet, il importe de différencier les actions de rupture qui visent le cœur du régime d'accumulation excluant et celles qui ne l'affectent qu'à la marge.

⁴ Partis sans programmes clairement définis pour lesquels les électeurs se décident en fonction de la personnalité du candidat ou de la candidate. Ces partis définissent ensuite leur soutien pour tel ou tel parti plus structuré (PT, PSDB, PMDB, PL) en fonction d'espace de pouvoir et d'influence. La crise politique depuis juin 2005 concerne justement l'un de ces petits partis physiologistes et du trafic d'influence du PTB (allié du PT) via son ex-Président, Roberto Jefferson.

⁵ Au fil des mois de juin et juillet 2005, ces affaires de corruption ont pris une grande ampleur amenant à une grande partie de la direction historique du PT à démissionner et à répondre d'actes de financement illégal de partis politiques impliquant des sommes de plusieurs dizaines de millions de Reais.

⁶ Menem tout comme E. Duhalde.

Les décisions courageuses de soutenir le processus juridique de cassation des lois (votées dans des conditions différentes par Alfonsín et Menem) amnistiant les responsables de la dictature sanglante argentine (1976-1983) sont de nature politique et symbolique et méritent d'être saluées. Concernant les appels au boycott, ils ne constituent cependant qu'un jeu politique visant à faire pression et à tenter de gagner des espaces de manœuvre dans d'autres sphères des négociations internationales (par exemple la renégociation de la dette ou tarifs des entreprises publiques privatisées sous Menem ou la rénovation des accords avec le FMI). Ce jeu, à la marge, n'est pas en mesure de modifier en profondeur un régime d'accumulation excluant que certains auteurs comme E. Basualdo (2001) font remonter à la mise en place du coup d'Etat militaire de 1976.

Voyons les mesures des nouveaux gouvernements en matière de politiques sociale et de l'emploi, d'insertion internationale et par rapport à la dette et aux organismes financiers internationaux.

1. Politiques de l'emploi et sociale

En Argentine, après la grave crise en 2001-2002, le gouvernement de N. Kirchner a continué à recourir à des mesures d'assistance (par exemple à certains groupes de *piqueteros*⁷ ou aux chômeurs) alimentant par la même occasion sa base électorale et sa légitimité auprès de ces groupes en difficulté dans le plus pur style populiste du péronisme. Même l'augmentation annoncée du salaire minimum de 450 à 630 pesos en mai 2005 à cinq mois des élections législatives d'octobre 2005 ne devrait pas impliquer de changement significatif du pouvoir d'achat⁸. Le niveau de chômage ouvert demeure élevé (13% au premier semestre 2005 malgré une croissance de 8,3% sur la même période) après avoir atteint 21,5% en mai 2002. Le niveau d'informalité avait fortement augmenté depuis la crise d'hyperinflation de 1988-1989 passant de 35% en 1986 à 45% en 1989. Ce niveau se maintient

⁷ Littéralement «ceux qui font le piquet de grève». Ces groupes de chômeurs, souvent pauvres, se sont développés depuis quelques années et constituent une force sociale non-négligeable mais souvent victime du clientélisme et d'intérêts partisans notamment péronistes mais pas uniquement. Le montant de cette «allocation» était, en mai 2005, d'environ 170 pesos argentins.

⁸ Voir les articles du journal *Clarín* du 1 juin 2005 sur le site internet : <http://www.clarin.com>.

pendant toute la décennie 1990 avec des pics après l'effet tequila en 1995 puis en 2001-2002⁹.

Au Brésil, malgré les promesses électorales en 2002 du candidat Lula de doubler le salaire minimum d'environ 260 R\$ celui-ci n'atteint que 300 R\$ en juin 2005. Le niveau de chômage reste à un niveau élevé pour le Brésil de 9,4% en juin 2005 retrouvant son niveau de 2001 (après un maximum de 13,1% en avril 2004). Près de 50% de la population économiquement active travaille dans le secteur informel («carnet de travail» non-signé). Le programme phare de Lula lors de la campagne présidentielle de 2002, *Fome zero*, a bien permis d'atteindre quelques résultats positifs dans les régions les plus pauvres mais les logiques du *ciblage* et de la *focalisation* soutenue par le Consensus de Washington demeurent¹⁰.

2. Insertion internationale et accords régionaux

Les difficultés rencontrées dans l'approfondissement et la diversification des accords régionaux (Mercosur) et inter-régionaux (avec l'UE ou l'ALCA) à l'époque des administrations de Menem ou De la Rúa en Argentine et Cardoso au Brésil, ne se sont pas considérablement améliorées même si les discours et les gestes symboliques et diplomatiques se sont multipliés au début des mandats de Lula et Kirchner¹¹. La récupération partielle de l'économie argentine en 2003-2004 et la réapparition de demande de protection par les industriels argentins de l'industrie de leur pays (électroménager, chaussure, sucre, alimentaire) contre les exportations brésiliennes ont rapidement suscité des critiques vives de la part du gouvernement brésilien dont plusieurs ministères sont détenus par des ministres-grands patrons pour lesquels les intérêts personnels se mêlent aux intérêts généraux¹². Le thème des sauvegardes (*salvaguardias*) est source de

⁹ Voir INDEC, site Internet.

¹⁰ Voir les travaux de Marques, R. M. et Mendes, A. "O governo Lula e a contra-reforma previdenciária », in *São Paulo em Perspectiva*, São Paulo, v. 18, n. 3, p. 3-15, 2004.

¹¹ Chacun des présidents honorant l'autre de la première visite officielle à l'étranger. De même leurs discours enflammés sur l'intégration sud-américaine des débuts de mandats mettent celle-ci au cœur des priorités de leurs gouvernements.

¹² Tel est le cas du ministre brésilien du Développement L. F. Furlan, président du groupe alimentaire Sadia. Voir par exemple les articles dans la Folha de São Paulo, du 10/05/2005, «Ministro Furlan é o que mais preocupa, diz dirigente industrial argentino», <http://www1.folha.uol.com.br/foha/brasil/ult96u68897.shtml> ou dans Clarin du 14/01/2005,

vives tensions entre les deux pays comme cela étaient le cas à l'époque de D. Cavallo comme ministre de l'économie de Menem et de De La Rúa.

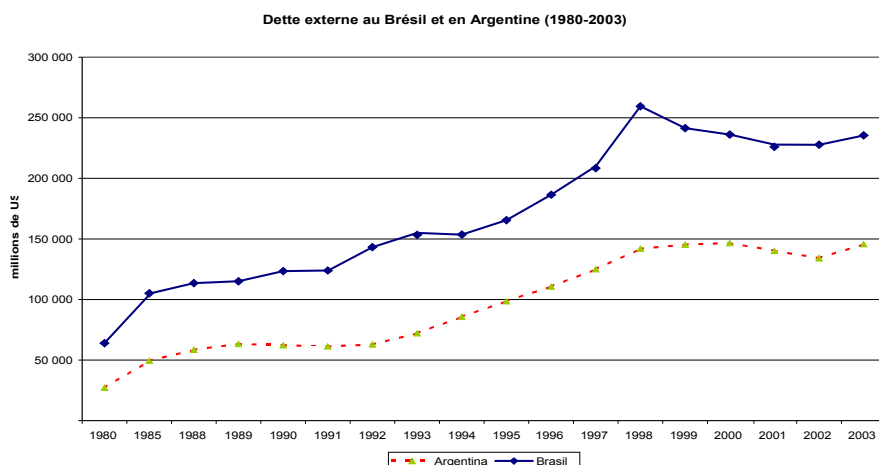
Que cela soit pour la nomination du candidat latino-américain à la présidence de l'OMC en 2005 ou la tentative du Brésil de postuler à une place de représentant permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, les querelles et les différends n'ont pas cessé. Ces disputes diplomatiques et commerciales ont évidemment des conséquences sur la dynamique de l'insertion internationale de ces pays pour lesquels l'ouverture non sélective se fait toujours au détriment d'une stratégie commune (par exemple d'intégration stratégique latino-américaine) qui pourrait modifier, conjointement à une politique industrielle active adéquate et concertée, l'hétérogénéité structurelle (productive et sociale) qui caractérise les économies du Cône sud-américain depuis des décennies.

3. Dette et relations avec les créanciers et les institutions internationales (FMI)¹³

Il serait erroné de penser que la crise de la dette se limite aux années 1980. En effet, les crises d'endettement des années 1980 ont eu des effets cumulatifs et structurels sur les économies de ces pays. Les années 1990 ont été celles de l'endettement massif du Brésil (de 123 milliards de dollars en 1990 à près de 250 milliards en 2004) et de l'Argentine (62 milliards de USD en 1990 à 167 milliards avant la restructuration de la dette en 2004 et 121 milliards après cette opération en 2005).

«El ministro de Comercio de Brasil pide que se revise el Mercosur», <http://impresion.clarin.com/imprimir7.jsp?pagid=903874>. Ceci n'est en aucune manière une spécificité du Brésil ou de l'Argentine comme les « affaires » en France, en Italie ou aux États-Unis d'Amérique le montrent. Pour une analyse en terme d'économie politique internationale de cette classe dirigeante transnationale voir les travaux de R. W. Cox.

¹³ Le thème de la dette et des institutions internationales renvoie à une étude que nous réalisons dans le cadre de l'Observatoire International de la Dette (OID-IDO) au sein du Grupo de Estudos e Pesquisa em Conjuntura de l'Universidade Federal do Espírito Santo, Vitória, Brésil. Voir (Saludjian et alii, 2005)



Source : CEPAL, 2005.

Depuis la déclaration de moratoire sur la dette en pleine crise économique, politique et institutionnelle de décembre 2001, l'Argentine était en *default* et pâtissait d'un risque pays astronomiquement élevé (plus de 6600 points). Elle était pratiquement exclue des marchés de crédits internationaux. Depuis l'arrivée au pouvoir de N. Kirchner et sous l'impulsion de son ministre de l'économie R. Lavagna, l'Argentine a mené une campagne de restructuration de sa dette privée externe (hors institutions internationales multinationales à qui l'Argentine rembourse en temps et en heure) à travers un *canje* (substitution) de 152 titres publics de la dette pour trois nouveaux titres de la dette¹⁴. D'un montant total de 81 milliards de dollars US, cette partie de la dette externe privée argentine ne représente plus que 41,8 milliards de USD après l'opération de mars 2005 acceptées par plus de 76,15% des détenteurs de ces titres de la dette. La renégociation de la dette s'est effectivement déroulée dans un contexte de rupture avec les administrations précédentes et de confrontation avec le FMI mais le résultat en terme d'accroissement de marge de manœuvre et de capacité à casser structurelle la relation de dépendance avec les institutions financières internationales est un échec. En effet, à l'issue du *canje*, des fonds « pourris » (*fondos buitres*) ont fait leur apparition en tentant de passer en justice pour freiner l'opération du *canje* de la dette sans toutefois y parvenir. Le FMI et les

¹⁴ Bônus Par, Bônus Desonto (taux d'intérêt annuel de 8,28%), Bônus Cuasi-Par (taux d'intérêt annuel de 3,31%) à échéance en 2038, 2033 et 2045 respectivement, avec un début d'amortisation en 2029, 2024 et 2036 respectivement. Source : Ministère de l'économie : <http://www.mecon.gov.ar/>.

gouvernements des pays du Centre ont fait pression sur l'Argentine pour qu'elle accepte de traiter avec les 24,86% des détenteurs de titres remplacés qui n'ont pas voulu accepter l'offre du gouvernement argentin¹⁵. Quand on sait qu'au final, tous ces faits (canje, pressions, mise en justice) n'avait pour objectif que de reprendre les négociations avec le FMI, on comprend que l'Argentine est loin d'être sortie de ce cercle vicieux. De plus, en consentant à la restructuration d'une dette en grande partie illégale et illégitime, l'Argentine perd l'opportunité de dénoncer une dette héritée par des pratiques frauduleuses de la dernière dictature militaire et déjà entérinée par le gouvernement de R. Alfonsín et C. Menem¹⁶.

Dans le cas Brésil, le Plan Real a atteint la stabilisation macro-économique au prix d'un accroissement fort de l'endettement public (de 150 milliards de USD en 1994 à plus de 250 milliards de USD en 1998 avant la dévaluation du Real soit une augmentation de 100 milliards de USD en 5 ans !). Les paiements des services de la dette n'ont jamais été effectués avec autant de zèle passant de 16 milliards de USD en 1994 à 50,2 milliards en 2004 (8,5% du PIB et plus de 50% des exportations). La quasi-totalité de l'excédent commercial (de 33,6 milliards de USD en 2004) servent à gonfler les réserves de la Banque Centrale (52 milliards de USD en 2004 soit près de 9% du PIB) pour payer la dette et être crédible auprès du FMI et des marchés financiers.

En mars 2005, Lula annonçait comme une grande victoire la non rénovation de l'accord avec le FMI en apparente rupture avec les décisions antérieures. Selon lui, le Brésil était capable, seul cette fois, de maintenir la stabilité des prix par la rigueur monétaire de la Banque Centrale (via une politique de cible d'inflation et de taux d'intérêt directeur nominal très élevé de près de 20%) et de dégager un excédent primaire supérieur même aux

¹⁵ De plus les créanciers de ces bons sont en majorité des argentins (38,4%), italiens (15,6%) suisses (10,3%), étasuniens (9,1%), allemands (5,1%) et japonais (3,1%).

¹⁶ Le journaliste argentin A. Olmos a entamé à la fin des années 1980 une procédure judiciaire afin de dénoncer le caractère illégal et illicite de la dette durant la fin de la dictature militaire. Sa recherche connue sous le nom de «caso Olmos» pour lequel la justice a donné son appui mais rien n'a été fait pour que soient appliquées les décisions de justice. Ces recherches et les documents sont compilés par l'auteur dans (Olmos, 1989).

exigences du FMI¹⁷. On apprenait cependant à peine deux mois après l'annonce de cette «rupture» que le FMI avait placé le Brésil dans un monitoring post-accords¹⁸. Le Brésil se verra ainsi obligé de recevoir deux fois par an, une équipe d'experts du FMI afin qu'ils évaluent les fondamentaux et la capacité du Brésil à rembourser les 22,5 milliards de USD qu'il lui doit. L'objectif affiché des PPM est de renforcer la prévention des crises dans les pays membres qui ont des dettes avec le Fonds mais n'ont plus d'accord en cours avec l'institution. Les candidats aux PPM sont les pays qui ont une dette avec le FMI excédant 100% de son quota auprès de l'institution. Avec une dette vis-à-vis du FMI de 15,35 milliards de DTS (soit 505% des 3,03 milliards en DTS de quota¹⁹), le Brésil entre dans ce club très restreint comprenant l'Indonésie, la Jordanie, les Philippines.

Conclusion:

Dans les deux pays, la continuité (il est vrai sous des modalités différentes) de la logique de la dette a des conséquences sur le type de régime d'accumulation et tend à renforcer le caractère excluant et inégal de celui-ci. Ce point a noté la relative continuité des politiques depuis les prises de pouvoir de Lula et Kirchner. La situation était certes difficile notamment en Argentine. Néanmoins, ces conditions difficiles de crise ou de stagnation ne peuvent pas pour autant exonérer les décisions politiques de continuité du régime d'accumulation excluant qui ont été prises depuis 2003.

Le grand changement de politique économique annoncé après la catastrophe argentine n'a pas été une réalité dans aucun des deux pays.

¹⁷ Ce point renvoie à la réflexion de M. Adam sur ce point : «Le phénomène d'aliénation se présente aujourd'hui dans le Tiers Monde comme affiliation à un code de reconnaissance universel. Le fait qu'il soit accepté comme langage véhiculaire avec des partenaires prestigieux signifie que les mécanismes d'exploitation sont auto-entretenus sans le recours nécessaire à des instruments de pression extérieurs. De cette façon, il se révèle comme le stade ultime de la domination. Celui où les victimes sont les acteurs désirants de leur condition. » (M. Adam, 1980, p. 158).

¹⁸ PPM (Post-Program Monitoring). Voir la résolution du FMI du 11 mai 2005, <http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2005/051105.htm> ainsi que l'article de la Folha de São Paulo du 23/06/2005, «FMI monitora país apesar de fim de acordo», <http://www1.folha.uol.com.br/folha/dinheiro/ult91u97547.shtml>.

¹⁹ En USD, la dette à l'égard du Fonds est de 22,5 milliards contre un quota auprès du fonds de 4,86 milliards.

Bibliographie sélective:

ADAM M. (1980), «La Contre-Culture Coca-Cola, le Mirage des Objets et la Dépendance du Consommateur dans le Tiers Monde», in *L'Homme et la Société*, vol. 55-58.

CACCIAMALI M. C. (2002), «Liberalización económica y derechos fundamentales en el trabajo en América Latina», in Cacciamali M.C., C. Banko et A. Kon, *Los desafíos de la política social en América Latina*, Caracas: FACES-UCV/PUCSP/PROLAM-USP.

CEPAL, *Panorama Social de América Latina*, Santiago du Chili. Plusieurs numéros. Site internet www.eclac.org.

CHESNAIS F. (2004) *La finance mondialisée. Racines sociales et politiques, configuration, conséquences*, Ed. La Découverte, textes à l'appui/économie, Paris, 269 pages.

CLARIN, divers numéros, site internet www.clarin.com.

FOLHA DE SÃO PAULO, divers numéros, site internet www.folha.com.br.

GONÇALVES R. (2004), «Continuidade, Antiliberalismo instrumental e ruptura. Lições da Argentina para o Brasil», in *Revista da Sociedade Brasileira de Economia Política*, n° 14, Juin, pp. 135-147, Ed. 7 Letras, Rio de Janeiro.

INDEC, Site Internet www.indec.mecon.ar.

IPEADATA, site internet. www.ipea.org.br

OLMOS A. (1989), *Todo lo que Ud quiso saber sobre la deuda externa y siempre se lo ocultaron. Quienes y cómo la contrajeron*, Ed. Continente, Buenos Aires, 287 pages. 1^{ère} édition 1989, 4^{ème} édition en 2004.

PAGINA 12, divers numéros, site internet www.pagina12.com.ar.

PAULANI L. M. (2004), «Brasil Delivery: a política econômica do governo Lula», in *Revista de Economia Política*, v. 23, n. 4, São Paulo.

PIZARRO R. (2001) «La vulnerabilidad social y sus desafíos: una mirada desde América Latina», *Serie Estudios estadísticos y prospectivos n°6*, División de estadística y Proyecciones Economicas de la CEPAL, Fev., Santiago du Chili.

SALAMA P., J. MARQUES PEREIRA et B. LAUTIER (2003), «*Régime de croissance, vulnérabilité financière et protection sociale en Amérique latine*», serie financiamiento del desarrollo, site internet, Santiago du Chili.

SALUDJIAN A. (2005), «Del Mercosur al ALCA : Críticas al modelo liberal de Nuevo Regionalismo de la BID», in *Problemas del Desarrollo, Revista Latinoamericana de Economía*, vol. 36 n° 141, Avril-Juin, pp. 9-25, UNAM-IIE, México. Disponible sur la page Internet:

http://www.ejournal.unam.mx/problemas_des/pde141/PDE14102.pdf

SALUDJIAN A. (2005-2), «Le modèle de croissance excluante et l'insécurité économique dans le Mercosur depuis 1990», in *Revue Tiers Monde*, n°184, Oct.-Déc., pp. 883-905, éd. PUF, Paris.

SALUDJIAN A. (2004-1), *Hacia otra integración sudamericana: Críticas al Mercosur neoliberal*, Editions Libros del Zorzal, Colección Ensayos, Buenos-Aires, Argentina, thèse publiée, remaniée et traduite en espagnol, 352 pages. A paraître en français, éd. L'Harmattan, Paris.

SALUDJIAN A., (2004-2) «Trajectoires de Croissance et Volatilité Macro-économique dans le Mercosur: Quelques Eléments d'Analyse Empirique», in *Revue Tiers Monde* n°179, Juillet-Sept., pp. 595-615, Ed. PUF, Paris.

SALUDJIAN A., G. ALMEIDA ET F. SALLES (2005), « Relatório nº1 para o Observatorio Internacional da Dívida (OID): A dívida externa brasileira», mimeo, Universidade Federal do Espírito Santo, Vitória, Brasil. www.oid-ido.org